

Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 2016 fixant la liste des administrations et personnes morales de droit public pouvant demander un bulletin N°2 ou N°3 du casier judiciaire avec l'accord écrit ou électronique de la personne concernée

(Version du 17 janvier 2018)

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire, et notamment son article 8 ;

Vu la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, et notamment son article 19, paragraphe 1^{er}, point 4°, son article 34, paragraphe 1^{er}, point 4° et son article 41, paragraphe 1^{er}, points 6° et 8° ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Le point 13) de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 2016 fixant la liste des administrations et personnes morales de droit public pouvant demander un bulletin N°2 ou N°3 du casier judiciaire avec l'accord écrit ou électronique de la personne concernée est modifié comme suit :

« 13) aux autorités communales pour l'instruction :

- des demandes d'emploi pour un poste impliquant des contacts réguliers avec des mineurs*
- des procédures d'option et de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise ; »*

Art. 2. Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent règlement qui est publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Exposé des motifs et commentaire des articles

Le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet d'exécuter la proposition de modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise.

Article 1^{er}.

Le projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise contient des changements au niveau de l'autorité chargée de réclamer la délivrance du bulletin N°2 du casier judiciaire auprès du service compétent. Cette tâche incombera au ministre compétent lors de la procédure de naturalisation et à l'officier de l'état civil dans le cadre des procédures d'option et de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise. Le texte proposé vise à transposer ce dispositif au niveau du point 13) de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 2016 fixant la liste des administrations et personnes morales de droit public pouvant demander un bulletin N°2 ou N°3 du casier judiciaire avec l'accord écrit ou électronique de la personne concernée.

Article 2.

Afin de garantir que le présent texte et la modification de la loi sur la nationalité luxembourgeoise entrent en vigueur à la même date, il est proposé de fixer son entrée en vigueur au premier jour du mois qui suit sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Article 3.

Cet article contient la formule exécutoire.